

## Bulletin d'histoire politique

# À propos de : Qui a tué l'histoire du Canada ? Nous sommes tous des assassins!

Alfred Dubuc



Volume 8, numéro 1, automne 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060400ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060400ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
Comeau & Nadeau Éditeurs

### ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce document

Dubuc, A. (1999). À propos de : Qui a tué l'histoire du Canada ? Nous sommes tous des assassins! *Bulletin d'histoire politique*, 8(1), 195–209.  
<https://doi.org/10.7202/1060400ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# À propos de: *Qui a tué l'histoire du Canada?*

**Nous sommes tous des assassins!**



Alfred Dubuc  
Professeur à la retraite  
Département d'histoire  
UQAM

Dans tout affrontement entre bons et méchants, comme dans tout *western* qui se respecte, il se trouve toujours un *cowboy* pris de panique qui se met à tirer sans discriminer dans toutes les directions: le tireur fou, le Joe de la famille Dalton. Le débat sur l'enseignement de l'histoire nationale au Canada ne fait pas exception: J. L. Granatstein est en colère devant la disparition de l'enseignement de l'histoire nationale et cherche des coupables partout (*Who Killed Canadian History?*, Toronto, Harper Collins, 1998, 156 p.).

À la vérité, Granatstein déplore un double assassinat: celui de l'histoire nationale du Canada, en particulier, et, plus généralement, celui de l'histoire politique comme discipline; par un effet domino, ce double crime fait d'autres victimes: la fierté nationale, le patriotisme, l'unité canadienne. Les coupables sont nombreux, l'auteur en énumère huit dans le dernier chapitre (140):

- les ministères provinciaux d'éducation et leur régionalisme de clocher;
- les fonctionnaires de ces ministères et leurs théories de l'éducation des enfants;
- les communautés ethniques, appuyées par la politique fédérale du multiculturalisme;
- les commissions scolaires et leur préoccupation pour la rectitude politique;
- les médias, qui ne cherchent que le scandale et les demi-vérités;
- les professeurs d'université, qui ont pratiquement détruit l'histoire du Canada;

- les presses universitaires et les organismes qui subventionnent la publication des livres des professeurs;
- le gouvernement fédéral, incapable de s'imposer aux gouvernements provinciaux et aux commissions scolaires.

La difficulté posée à l'analyse de ce livre de colère — véritable pamphlet — réside justement dans la généralité des cibles visées et dans l'incapacité de l'auteur de proposer des débats à un niveau intellectuel pertinent. À part quelques réflexions éparses sur l'utilité de la connaissance du passé pour une meilleure adaptation du citoyen au temps présent et pour un enracinement de sa culture sociale et politique (pages XVIII, 17, 21, 48, 105, 134, 148-9) — qui demeurent des évidences premières, les dénonciations de l'auteur n'élèvent jamais la réflexion au niveau de la critique de la connaissance historique, encore moins de l'épistémologie. Pourtant, les problèmes soulevés ne peuvent être pris d'attaque qu'à ces niveaux et on se serait attendu qu'un historien de la trempe et de la réputation de J. L. Granatstein nous propose de nous y élever.

Au départ, on doit reconnaître que la conception que se fait Granatstein de l'histoire nationale est la plus périmée, la plus révolue de toutes celles dont on discute aujourd'hui: c'est une histoire de héros, de hauts faits, de mythes, une histoire-batailles; c'est une histoire dévouée à la gloire de la nation, dont l'objectif principal est de développer la fierté nationale. Le genre d'histoire que Paul Valéry dénonçait au début du siècle: «L'histoire est le produit le plus dangereux...». Comme s'il n'y avait pas, depuis une vingtaine d'années, à propos d'une revalorisation et d'un retour de l'histoire politique en général et de l'histoire nationale en particulier, en Angleterre, comme en France, aux États-Unis comme en Allemagne, au Canada anglais comme au Québec, toute une effervescence des échanges intellectuels sur un enrichissement de la notion d'histoire nationale et sur un élargissement de sa fonction pédagogique dans la formation du citoyen, au-delà d'un patriotisme vantard et d'un nationalisme exclusif.

L'auteur se défend de toute volonté de chauvinisme:

Si elle est écrite et enseignée convenablement l'histoire n'est ni un mythe, ni du chauvinisme, tout comme l'histoire nationale n'est pas du nationalisme exalté (p. 17) <sup>1</sup>.

Pourtant, déplore-t-il:

Il n'y a pas de héros dans notre passé pour soulever l'émotion (*stir the soul*) ni de mythes sur lesquels construire un caractère national (p. 3).

Le problème n'est pas que le Canada n'a pas de passé, mais simplement que son histoire n'a pas été traduite en conte (*story*) pour les Canadiens (p. 6).

S'il faut des héros dans notre histoire nationale, Granatstein se fait toutefois sélectif; ainsi, il n'aime pas Riel et voudrait le voir disparaître de l'histoire du Canada (pages XII, XIII, 4, 12, 94n.).

(Riel) était désigné, à son époque, comme un traître parce qu'il s'était soulevé pour son peuple (p. XII).

Riel [...] était un homme qui, après un procès devant un tribunal irrégulier, avait ordonné l'assassinat d'un Orangiste ontarien fort en gueule (*loud-mouthed*) et, de surcroît, était un fanatique religieux détraqué qui avait dirigé deux rébellions armées (p. XIII).

Le choix des mots est ici exemplaire pour jeter tout le discrédit possible sur l'homme et son action.

Mais il y a plus grave:

Riel est peut-être un héros et un leader pour les Métis, mais il n'a aucune lettre de créance (*credentials*) pour être un héros pour tous les Canadiens et aucune école ne devrait enseigner sa vie de cette façon (p. XIII).

Qui donc sont les Métis? Peut-on vraiment leur refuser de la sorte une place dans l'histoire du Canada? Granatstein en est convaincu; il considère injustifiable l'engagement, pris par le gouvernement du Canada, le 7 janvier 1998, «... de chercher des moyens ... qui puissent redonner à Riel sa juste place dans l'histoire» (p. 94n). Pourtant, d'aucuns reconnaissent que les Métis forment un peuple, qu'ils sont issus de l'hybridation de Blancs et d'Amérindiens. Parmi les Blancs, la plupart étaient francophones, originaires du Québec ou y ayant des liens de parenté. Pour cette raison et pour la reconnaissance du français qu'il a obtenue en négociant la constitution de la province du Manitoba, en 1870, Riel est devenu un héros pour les Québécois eux-mêmes. Voilà qui ferait beaucoup d'exclus de la nation canadienne, si l'on acceptait les normes de Granatstein!

Selon l'auteur, une part importante de l'histoire nationale doit revenir à l'histoire militaire, (chapitre 5: «Les plaines de Flandre n'existeraient-elles pas? Les Canadiens, la guerre et la mémoire»); une histoire des guerres qui inclurait la description des opérations militaires, les hauts faits d'armes

mettant en valeur les actions héroïques et ceux qui en étaient responsables. Sur les champs de bataille des Flandres, à l'occasion des deux Guerres mondiales, se sont manifestés de grands héros de l'histoire du Canada et c'est là que serait né le nationalisme canadien ... le nationalisme de certains Canadiens, pas de tous, aux yeux de Granatstein:

Quoique certains historiens prétendent que «la nation canadienne est née sur la crête de Vimy» (une victoire importante de l'armée canadienne durant la Première Guerre mondiale), ils oublient qu'il y avait un seul régiment de Québécois dans le corps expéditionnaire canadien et que plus de la moitié des soldats canadiens dans cette bataille de 1917 étaient des immigrants de Grande-Bretagne. Il serait plus vrai (de dire) que le nationalisme *canadien-anglais*<sup>2</sup> est né sur la Crête de Vimy. La simple, quoique regrettable, vérité c'est que les Canadiens français et les Canadiens anglais ont des interprétations différentes du passé, du présent et du futur (p. 88).

Il est vrai que tous les Canadiens n'ont pas une interprétation uniforme de l'histoire du Canada. Mais pas précisément sur cette circonstance; car les Québécois, ceux qui se reconnaissent une double identité nationale (en permanence ou temporairement) comme ceux qui ne reconnaissent que la canadienne, se glorifient des hauts faits du 22<sup>ème</sup> régiment, non seulement aux batailles de Vimy et de Passchendaele (que nomme Granatstein), mais aussi à celles de Ypres, de Lens, de Courcellette, etc.; et ils se reconnaissent des héros dans les généraux Georges Vanier (qui deviendra Gouverneur général du Canada) et Thomas-Louis Tremblay (qui se fera valoir encore durant la Deuxième Guerre mondiale), du major Laflèche, du lieutenant Jean Brillant (à qui on a érigé un monument dans le parc Gatineau du quartier Côte-des-Neiges à Montréal) et biens d'autres. Que de monuments érigés par des villes québécoises à la mémoire de leurs citoyens morts sur les champs de bataille, comme la Croix du Sacrifice à Québec sur la Grande Allée, près de la Porte Saint-Louis! Le rejet qu'exprime Granatstein est inquiétant, venant du directeur du Musée canadien de la guerre. Que verra-t-on, dans le musée, de l'action du 22<sup>ème</sup> régiment durant la Grande Guerre?

Pour éviter la contradiction née de la double affirmation que le nationalisme canadien-anglais est né sur la crête de Vimy et que la moitié des soldats enrôlés dans l'armée canadienne pour la défense de la mère-patrie étaient des immigrants britanniques, Granatstein fait appel à un effet de transsubstantiation:

Mais le Corps expéditionnaire canadien s'est acquis une telle réputation de férocité dans l'attaque que les immigrants coloniaux se trouvèrent transformés en Canadiens. (p. 132)

Singulière façon d'abandonner l'identité britannique!

Le chapitre du livre de Granatstein sur l'histoire de la guerre fait une large place aux critiques à l'égard des manuels d'histoire du Canada et des films de guerre, en particulier «*The Valour and the Horror*». L'auteur reproche à la plupart des manuels de traiter trop largement des deux crises de la conscription et des atteintes aux droits de la personne à l'égard des Canadiens d'origine ukrainienne, italienne et japonaise, et de ne pas faire une place suffisante à la description des batailles et des hauts faits militaires et à la désignation des héros de l'armée canadienne.

Au-delà de ces récriminations, la question posée par l'auteur est celle de la place de l'histoire de la guerre dans l'enseignement de l'histoire du Canada. Quelle histoire de la guerre et quelle place? On peut ne pas être d'accord avec l'histoire-batailles et l'histoire héroïque; il n'en reste que les guerres ont suffisamment d'importance dans le destin de l'humanité et celui de notre pays pour que les grands enjeux moraux, politiques et économiques de chacune soit présentée convenablement; de même pour leurs causes et leurs conséquences. Mais ce n'est pas à ce niveau de réflexion que veut nous élever l'auteur.

\* \* \*

Granatstein cible trois lieux principaux de l'assassinat de l'histoire nationale: l'école (primaire et secondaire), les départements d'histoire des universités, le gouvernement fédéral et sa politique du multiculturalisme.

### **1. L'école (ch. 2: «Enseigner l'ignorance: l'histoire à l'école»)**

Il déplore que l'enseignement de l'histoire du Canada soit disparu dans plusieurs provinces canadiennes et, dans les autres, qu'il ne reçoive que la portion congrue; à plusieurs endroits cet enseignement a été remplacé par les *area studies*, en particulier les études canadiennes, ou par les *social studies*; ces approches font une place tellement mince à l'histoire du Canada qu'elles ne peuvent procurer à l'élève un minimum satisfaisant de connaissances de l'histoire. On ne peut qu'être d'accord avec ce diagnostic; cependant, encore une fois, l'auteur égratigne au passage ce qu'il imagine que l'on fait au Québec:

À peu près aucune tentative n'est faite de comparer la vie, les problèmes et les événements du Québec avec ceux d'ailleurs au Canada. Si cela s'est produit au Québec, en

d'autres mots, c'est important; sinon, ça ne l'est pas — à moins, encore une fois (qu'il s'agisse d'affirmer que) *les maudits Anglais* ont humilié *les pauvres Québécois*. (p. 34)<sup>3</sup>

Une telle déformation de la réalité frôle la mauvaise foi.

L'auteur identifie plusieurs coupables de la disparition de l'enseignement de l'histoire dans les écoles: en premier lieu, les éducateurs progressistes et les nouvelles théories de l'éducation: l'histoire serait devenue trop difficile pour l'enfant, l'école serait le lieu du «développement personnel» et non de l'enseignement de connaissances et les contrôles par examens seraient nocifs.

Je ne connais pas la compétence de Granatstein en pédagogie scolaire et en théorie de l'éducation. Pour avoir moi-même participé à une expérience d'enseignement de l'histoire au niveau primaire à l'école Nouvelle Querbes, avec une équipe d'enseignants et de psychologues, je puis affirmer que, des trois notions de base: les relations interpersonnelles (famille, amis, voisins, école), l'espace (localisation, orientation) et le temps (le présent, le relief du passé), c'est cette dernière qui est la plus difficile à maîtriser par les enfants et la dernière à se développer. Il nous est apparu clairement qu'il était inutile de proposer un enseignement formel de l'histoire aux premières classes du niveau primaire, mais beaucoup plus pertinent d'offrir des exercices destinés à l'élargissement de la notion de présent («ce matin», «aujourd'hui», «cette semaine», «ce mois-ci», «cette année» ...) et à la perception du relief du passé («Dis, dans ton temps, est-ce qu'il y avait des dinosaures?» m'avait demandé une petite fille de 6 ans. L'enfant de 4<sup>ème</sup> année, à qui un autre enfant de la classe demandait si le mont Royal était un volcan encore en activité au moment de l'arrivée de Jacques-Cartier, répondit: «Non, c'était avant, avant, avant», illustrant sa réponse de mouvements du bras découpant des tranches d'espace comme s'il s'agissait d'épaisseurs successives du temps).

Il y a un moment propice pour commencer l'enseignement de l'histoire. Granatstein voudrait que l'on raconte «des histoires», des contes (*stories, tales*), aux plus jeunes élèves (p. 49). Voilà qui est discutable; de moins en moins nombreux sont ceux qui croient qu'il faille initier les enfants à la connaissance et à la compréhension de leur passé en leur inculquant la perception d'une histoire héroïque et mythique.

Granatstein accuse les fonctionnaires des ministères de l'éducation des provinces d'être des tenants des nouvelles théories de l'éducation et de la pédagogie et de faire partie des responsables de la disparition de l'enseignement de l'histoire dans les écoles:

Les éducateurs professionnels qui dominent dans les ministères d'éducation des provinces demeurent fixés sur la théorie de l'éducation progressiste, sur (l'obligation) de remédier aux maux sociaux comme le sexisme et le racisme et de permettre aux étudiants de se sentir bien avec eux-mêmes (p. 33).

Suivent quatre pages de dénigrement des contenus des cours d'histoire et des manuels offerts dans les écoles du Québec qui ont fort peu à voir avec la réalité. Toutefois l'auteur reconnaît qu'un sain débat se poursuit au Québec autour du rapport de 1996: *Se souvenir et devenir* et que le reste du Canada pourrait s'en inspirer (p. 37).

Granatstein s'en prend à la constitution du Canada qu'il rend, elle aussi, responsable de l'impossibilité d'enseigner l'histoire nationale dans les écoles. L'éducation étant de juridiction provinciale, il y a dix façons différentes de présenter l'histoire du Canada; il s'ensuit que chaque province a tendance à présenter sa propre histoire ou celle de sa région (p. 26). Ainsi l'histoire du Québec lui apparaît comme une histoire régionale (p. 37); les contenus de ces cours et des manuels sont déterminés et vérifiés par des directives administratives (*guidelines*), affirme-t-il (p. 40-41).

Pour en sortir, il faudrait établir des standards nationaux uniformes pour tout le Canada, comme on a tenté de le faire aux États-Unis (sans succès, reconnaît-il). Il élabore longuement sur cette proposition (p. 41-46) et définit neuf critères qui devraient guider la définition des contenus de ces standards (p. 43-44). Le gouvernement fédéral devrait intervenir pour promouvoir la définition des ces standards et en favoriser l'application à travers le Canada (p. 142-149).

Il y a ici une opportunité si Ottawa a le courage de la saisir (p. 42).

À tout le moins, un tel effort démontrerait que Ottawa croit que le passé canadien est important, une force d'unité dans un pays qui a désespérément besoin de resserrer les liens qui le retiennent ensemble (p. 142).

L'idée d'une telle initiative du gouvernement fédéral me rappelle l'intervention du vice-président de l'Académie de Moscou au XIII<sup>e</sup> Congrès international des Sciences historiques, en 1970, à propos de ma communication sur les relations entre l'histoire et les sciences sociales et, plus particulièrement, à propos de mon affirmation que les historiens peuvent jouer un rôle actif avec les sciences sociales dans la définition des mécanismes de l'évolution des sociétés: «Les lois du devenir historique sont fixées par la sociologie officielle et il revient aux historiens d'en vérifier l'application



dans le passé», avait-il opposé à ma prétention. Je dis aujourd'hui au directeur du Musée de la Guerre du Canada ce que j'avais répondu alors au vice-président de l'Académie de Moscou: «Toute référence à une science officielle implique l'intrusion de la politique dans la recherche scientifique et une atteinte à la liberté académique». À la vérité, la préoccupation première de Granatstein, comme nous le verrons plus loin, est strictement politique, non scientifique.

Mais il va encore plus loin dans sa désinvolture: il sait parfaitement que le domaine de l'éducation relève de la compétence des gouvernements provinciaux, mais peu lui en chaut et il propose une série d'initiatives que devrait prendre le gouvernement fédéral, nonobstant la constitution du Canada:

Ces propositions coûtent de l'argent. Elles impliquent des choix politiques et académiques difficiles et elles entraîneront sans aucun doute Ottawa dans des batailles avec les provinces... Qu'un gouvernement national agisse comme s'il représentait réellement la nation serait un changement attendu depuis longtemps (p. 146-147).

Rarement un historien aura, avec autant de désinvolture, piétiné l'histoire du Canada et les assises de la constitution du pays et de ses institutions politiques. Considérer le Québec comme une province comme les autres et son histoire comme une histoire régionale est une aberration issue de la méconnaissance et de l'incompréhension du passé du Canada et de son évolution. Certes, fait-il mention de «deux nations» (p. 43), des «groupes fondateurs» (p. 103) et de «l'expérience britannique et française» (p. 101), mais il n'en tire aucune conséquence pour la considération de la place particulière du Québec dans le Canada et le respect de sa juridiction exclusive.

En ce qui concerne le Canada anglais lui-même, Granatstein semble complètement aveugle quant à l'existence de plusieurs visions différentes du Canada; quiconque a le moindrement voyagé à travers le Canada aura pu constater que la vision des Maritimes n'est pas celle des Prairies, celle de Colombie britannique n'est pas celle de l'Ontario; à l'intérieur même des Maritimes, la vision du Canada qu'on se fait à Terre-Neuve est particulière.

Ce qui tracasse l'auteur, c'est son appréhension de la fragmentation du Canada. Pour lui, le morcellement de l'enseignement de l'histoire à travers les provinces du Canada est un facteur de rupture du Canada. Il ne lui vient pas à l'idée que la proposition peut être renversée et que chaque région du Canada puisse par sa vision particulière du pays chercher les fondements d'une identité spécifique.

L'entreprise de l'auteur est évidente, elle est strictement politique. Son objectif prioritaire en ce qui concerne l'enseignement de l'histoire à l'école, c'est l'édification d'une nation canadienne unie (uniforme?), sous la férule du gouvernement fédéral, seul gouvernement national, gardien de l'identité nationale canadienne.

## **2. L'Université (chapitre 3: «Professer l'insignifiance: les historiens universitaires»)**

Les professeurs des départements universitaires d'histoire entrent aussi dans la ligne de mire de notre tireur inquiet. À son avis, si l'on n'enseigne plus l'histoire nationale dans les écoles, c'est parce que, entre autres motifs, les départements d'histoire ont failli dans leur tâche de formation des enseignants: ils ne font plus obligation de suivre des cours d'histoire du Canada et l'histoire politique ne tient plus qu'une petite place, l'histoire dite «sociale» occupant la plus grande partie.

Granatstein appelle «histoire sociale», dans une absence totale de discrimination entre des domaines de natures et de définitions fort différentes, tout ce qui n'est pas histoire politique:

... vaste domaine qui comprend les études de genre, l'histoire du travail, l'histoire urbaine, l'histoire économique, la démographie, l'histoire ethnique et de l'immigration, l'histoire locale ou régionale et l'histoire de la médecine et des affaires (p. 55-56).

Voilà ce qu'en saine logique on appelle confusion des genres!

Par ailleurs, ce qu'il appelle «histoire politique» correspond à ce que l'on enseignait autrefois, avant que les développements de la science politique n'aient enrichi la recherche historique et que de nouveaux domaines n'aient ouvert des horizons plus vastes à la recherche et à l'enseignement d'une nouvelle histoire politique.

Un Canadien moyen pourrait penser que les relations du Canada avec les États-Unis ont une importance historique. Ou que la politique étrangère du Canada avec la Grande-Bretagne, la France et la Chine, pour ne nommer que trois nations avec lesquelles nous avons commercé dans le passé. Ou le développement de la fonction publique du Canada, des forces armées canadiennes et des politiques publiques principales (p. 63).

Il est malheureux que Granatstein n'ait pas saisi l'occasion de se situer à l'intérieur du débat qui a cours depuis au moins deux décennies à propos du

retour de l'histoire politique dans les départements universitaires. Il ressort déjà de ce débat que l'histoire politique avait été négligée à cause de sa définition trop étroite du domaine et de sa relation trop intime avec l'histoire dite «nationale»; sa reviviscence tient à l'élargissement du domaine «du» politique et à l'extension de la notion de pouvoir, grâce à sa fréquentation des autres domaines et à l'influence des sciences sociales.

À l'opposé, Granatstein s'en prend à tous ces nouveaux domaines, particulièrement à l'histoire des femmes et à l'histoire des travailleurs, et à leurs fréquentations des sciences sociales (p. 58). Il leur reproche à tous d'utiliser des méthodes et un langage qui sont le fait uniquement d'une certaine histoire économique (celle que l'on pratique dans les départements d'économique).

Les historiens du social et de l'économie discourent savamment de leurs méthodes cliométriques, leurs techniques qui broient des chiffres (*number-crunching*) et leurs indices de régression et des disputes dialectiques passées et actuelles par lesquelles ils exercent leur sagacité (p. 67).

Granatstein fulmine, à travers tout le chapitre, à l'encontre des historiens des nouveaux domaines de l'histoire et de la place qu'ils ont prise dans les départements d'histoire, les associations, les revues, les publications. C'est le chapitre où s'exprime le plus crûment sa colère et où s'étale davantage l'irrationalité de ses propos. Prenons pour exemple de ces derniers ce sophisme inéluctable:

Personne n'a semblé se préoccuper de ce que la plus grande partie de l'histoire du Canada a été faite par des hommes, quelque injuste que cela ait pu être, et que toute tentative avouée de placer plus de femmes dans l'histoire pourrait déformer le passé (p. 62).

Que signifie donc «faire l'histoire»? et, à la limite du questionnement, qu'est-ce que «l'histoire»? Granatstein se révèle totalement imperméable à ce genre d'interrogation.

Par contre, il aurait pu proposer un débat intéressant sur les méthodes particulières de l'histoire politique lorsqu'il écrit:

Les historiens d'histoire politique croyaient que la narration était importante, que la chronologie méritait considération et que l'étude du passé ne pouvait négliger les personnalités des *leaders* et des nations qu'ils ont dirigées (p. 59).

On peut se surprendre qu'il emploie les temps passés des verbes pour décrire cette prétention de l'histoire politique car le grand débat qui prévaut depuis une vingtaine d'années sur la narration, sur l'événement, sur la chronologie, sur le rôle des *leaders* politiques et autres accompagne précisément le renouveau de l'histoire politique et fait toujours partie du présent de nos débats. Mais la condamnation, plutôt que le débat intellectuel, préoccupe Granatstein au premier chef.

Ce chapitre sur l'enseignement et la recherche dans les départements universitaires d'histoire se termine, lui aussi, sur la responsabilisation des historiens d'histoire «sociale» pour l'effritement du Canada:

Est-ce que le déplacement de l'intérêt des historiens vers la victimisation et, à la marge, vers la recherche de blâmes, vers une histoire des peuples et vers un langage abstrait et abscons, n'a pas conduit la plongée du Canada vers la dissolution, ou n'a-t-il pas été le simple reflet de ce qu'il advenait dans le corps politique? ... De façon tragique, à un moment où il était critique pour les Canadiens de comprendre leur histoire politique et constitutionnelle, les historiens voulurent s'entretenir de minuscules objets triviaux présentant peu ou pas d'intérêt général (p. 76).

Cette dernière remarque aurait pu permettre à Granatstein de tirer avantage, dans sa critique de l'histoire «sociale», d'une brèche importante, ouverte depuis un certain temps, dans l'historiographie de la nouvelle histoire. En effet, le développement des nouveaux domaines de l'histoire, au contact d'une certaine anthropologie et à l'occasion d'un retour du positivisme, a dégénéré dans la profusion de petits objets de recherche, nourrissant davantage la curiosité que la culture historique, axés plutôt sur un passé révolu que sur une histoire expliquant le présent: une histoire fragmentée, une histoire «en miettes», comme on a pu qualifier cette tendance récente.

Malheureusement, en matière d'historiographie, Granatstein se révèle inculte.

### **3. Le gouvernement fédéral et la politique du multiculturalisme (chapitre 4: «La démence multiculturelle»)**

À force de tirer dans toutes les directions et, ici, de viser sans distinction la politique d'immigration et la politique multiculturelle du gouvernement canadien, Granatstein provoque inutilement des réactions hostiles là où il devrait s'attirer quelques appuis.

Plusieurs seront d'accord avec les condamnations qu'il prononce à l'endroit de la politique multiculturelle d'Ottawa et des effets nocifs qu'elle a eus

sur l'enseignement universitaire et sur les politiques d'éducation de certaines provinces:

- appariement de la subvention d'un groupe ethnique à celle du gouvernement fédéral pour la création, dans une université, d'un cours sur l'histoire et la culture du peuple d'origine de cette ethnie, qui a pour effet de donner aux *leaders* de cette communauté l'équivalent d'un veto sur le contenu du cours et sur la personne du professeur à qui on demande de l'enseigner (p. 81-83);
- directives données aux écoles, par le ministère de l'Éducation de l'Ontario et par celui d'autres provinces, de n'utiliser aucun matériau qui puisse être considéré comme offensant, de ne pas créer un «environnement négatif» et de ne pas laisser se produire du harcèlement défini comme «comportement reconnu ou qui pourrait raisonnablement être reconnu pour être offensant, hostile et inapproprié» (p. 106).

Sans doute, Granatstein exagère-t-il lorsqu'il dit craindre que la notion d'«environnement négatif» pourrait servir de prétexte à un étudiant d'origine allemande pour se plaindre d'un cours sur l'Holocauste, ou à un étudiant d'origine irakienne, d'un cours sur la Guerre du Golfe, ou à un immigrant chinois, d'un cours sur la Guerre de Corée, ou «à un Québécois, d'un cours sur le fédéralisme» (p. 106).

(À deux autres reprises dans ce chapitre, comme ailleurs dans le livre, Granatstein s'entête à définir les Québécois comme un groupe ethnique semblable aux autres: on peut donc dire que le multiculturalisme, tel que projeté par M. Trudeau, a porté fruit!)

Toutefois, il est possible qu'il ait raison de craindre qu'une sensibilité exagérée envers des enfants d'immigrants puisse freiner l'enseignement de l'histoire du Canada et ainsi nuire, par un effet pervers, à leur adaptation à la société et à la culture de leur pays d'adoption.

... l'impact d'une telle politique est que les écoles ne se sentent plus capables de célébrer une fête comme Noël à moins de faire la même chose pour les fêtes des Musulmans, des Juifs et des Boudhistes (p. 101).

Cependant, on ne peut le suivre lorsqu'il s'oppose à toute forme d'adaptation de l'enseignement à la nouvelle réalité de la présence, dans la société canadienne, de groupes ethniques importants, nombreux et différents les uns des autres. Nulle part dans son livre n'est-il question d'un quelconque enrichissement dont nos sociétés auraient pu profiter par l'apport de traits

culturels différents et dont nos écoles devraient tenir compte de quelque façon.

Aux yeux de Granatstein, les immigrants doivent être forcés à s'intégrer rapidement et totalement à la société canadienne, à ses valeurs et à sa culture:

L'objectif de tout Canadien et de tous les niveaux de gouvernement devrait être de bien accueillir les immigrants et de les transformer en citoyens canadiens aussi rapidement que possible en leur fournissant la connaissance culturelle dont ils ont besoin pour comprendre notre société et y réussir (p. 85).

De la sorte, l'auteur peut se permettre d'attaquer, non seulement la politique multiculturelle du gouvernement du Canada, mais aussi sa politique d'immigration. Il déplore que les Canadiens:

... aient toujours nié que le Canada est un *melting pot* comme les États-Unis (p. 87).

et qu'on ait substitué la notion de «mosaïque canadienne» à la notion américaine. Pourtant, l'histoire du Canada nous apprend que le gouvernement fédéral, depuis fort longtemps, a favorisé une intégration lente et graduelle des immigrants, misant davantage sur la deuxième génération que sur celle des arrivants, afin précisément d'éviter la brutalité de l'assimilation dans un *melting pot*, à la mode américaine. Peut-être peut-on trouver l'origine de cette politique dans le rapport de Lord Durham, qui proposait un tel mode d'intégration lente des Canadiens français. (Mais ce peuple n'était pas un groupe d'immigrants dans un pays étranger et le programme a failli). Appliquée aux immigrants, toutefois, cette politique s'est révélée humaine, source de paix sociale et efficace. Parmi les caractéristiques qui distinguent le Canada des États-Unis, celle-ci est majeure et elle est positive.

Dans ce chapitre, comme dans celui sur l'importance de l'histoire militaire, Granatstein s'en prend aux manuels et aux médias qui, à ses yeux, donnent une importance exagérée aux sévices dont on été l'objet les Canadiens d'origine japonaise, italienne et ukrainienne durant les deux Guerres mondiales. Il consacre plusieurs pages à disculper le gouvernement canadien pour avoir pris des mesures appropriées de «sécurité» (p. 94-99). Nulle part ne prend-il en compte que chacun de ces groupes de Canadiens a été considéré *collectivement* comme dangereux, sans procès, à la face même de son origine ethnique, et qu'on a durement sévi à son égard, ce qui constitue un comportement d'ostracisme, sinon carrément de racisme.

Granatstein se demande «pourquoi les manuels d'un pays devraient insister sur les mauvais points?» de notre passé (p. 94, note 2) et caractérise cette

façon de présenter l'histoire de «culture de victimisation» (p. 99). Ainsi en est-il à ses yeux de l'histoire des Autochtones et de celle des Québécois (p. 94).

Il termine son chapitre en citant la phrase du politologue Gad Horowitz: «Le multiculturalisme est la célébration masochiste du néant (*nothingness*) canadien» (p. 108). (il ne donne pas la référence).

Granatstein se permet à plusieurs reprises un double langage: ainsi, dans le chapitre sur l'enseignement universitaire, après avoir dénoncé l'histoire des travailleurs et l'histoire des femmes, il reproche aux tenants de la nouvelle histoire un comportement qu'il semble ne pas vouloir pratiquer:

La question de savoir si l'histoire du Canada ne devrait pas inclure à la fois les grands hommes et les travailleurs et les femmes ne semble par se poser aux défenseurs de la nouvelle histoire, qui semblent se révéler bien plus étroits et rigides que ceux qu'ils dénoncent (p. 63).

Dans ce chapitre-ci, où il attaque durement la politique d'immigration et le multiculturalisme, où il préconise une assimilation rapide et énergique, il semble prendre conscience, à un moment, qu'il est allé trop loin et qu'il peut être mal compris:

Je ne désire pas que l'on bannisse des écoles les expériences et les contributions des cultures non occidentales. Je ne veux pas non plus un cursus qui soit inflexiblement une histoire politique, qui concentre l'attention sur les «grands hommes»... Je veux une histoire qui place fermement le Canada dans le contexte de la civilisation occidentale, mais qui donne tout son poids au monde non occidental. Je veux une histoire qui reconnaisse ce que des hommes et des femmes, grands et ordinaires ont fait pour construire une nation réussie (p. 103).

On ne peut pas dire que cela baigne dans la cohérence la plus limpide!

\* \* \*

Granatstein a visé trois lieux principaux, responsables de l'assassinat de l'histoire du Canada: l'école, l'université, le gouvernement fédéral. Ce qui ressort au premier abord c'est sa colère, traduite dans un langage polémique d'une telle arrogance qu'un débat intellectuel semble impossible. À l'étude plus réfléchie, sa méconnaissance des grands courants de l'historiographie récente nous est apparue clairement.

Certes, a-t-il raison de déplorer la disparition de l'enseignement de l'histoire dans les écoles et la marginalisation de l'histoire politique dans les départements universitaires d'histoire. Mais où se trouve la pertinence de dénoncer la nouvelle histoire et de préconiser le retour d'une histoire politique périmée, trop étroitement reliée à la politique? Pourquoi une histoire de la guerre qui soit principalement une histoire de batailles et de héros? Pourquoi l'abandon d'une politique humanitaire d'immigration et l'adoption d'une politique de *melting pot*? Pourquoi une telle négation de la constitution du Canada et un tel refus de la reconnaissance de l'histoire particulière du Québec et de sa condition distinctive dans le Canada?

Parce que l'objectif de Granatstein est strictement politique, il n'est pas scientifique. Ce qu'il recherche avant tout, au-delà de ses redditions de compte avec ses collègues d'histoire «sociale», c'est l'unité canadienne, l'unité dans l'uniformité. La dernière phrase du livre définit bien sa démarche:

Nous avons une nation à sauver et un futur à construire.  
Comme il sera plus facile d'atteindre ces objectifs si les Canadiens, dans chaque province et chaque région peuvent commencer (en s'appuyant) sur les fondements solides de notre histoire (p. 149).

Utiliser la connaissance et la pédagogie pour arriver à ces fins s'appelle endoctrinement; c'est cela qui a tué l'histoire du Canada, celle que préconise Granatstein et qu'il voudrait voir revivre. Elle est morte, Dieu en soit loué. Nous tous qui avons contribué, soit au développement des domaines nouveaux de l'histoire du Canada, soit à une nouvelle histoire politique, riche, ouverte, humaniste, libérée des carcans nationalistes, sommes tous les assassins de cette histoire diminuée et nous nous en portons fort bien.

## NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Les citations du texte de Granatstein sont de ma traduction.
2. L'italique est de Granatstein.
3. En italiques et en français dans le texte.